

dits de fonctionnement des services civils en 1951; **RADIODIFFUSION**, Chap. 3100: *Frais de déplacement et de mission* [10 avril 1951] (p. 3029); Chap. 6080: *Amendement de M. Thuillier tendant à supprimer les crédits du chapitre (Maison de la radio)* (p. 3034). — S'excuse de son absence [3 janvier 1951] (p. 86); [30 janvier 1951] (p. 505); [17 mai 1951] (p. 5336). — Obtient des congés [3 janvier 1951] (p. 87); [30 janvier 1951] (p. 505); [17 mai 1951] (p. 5336).

**DUPUIS (Mlle José)**, *Député de la Seine* (2<sup>e</sup> circonscription).

*Secrétaire de l'Assemblée Nationale.*

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 40). — Est nommée membre de la Commission de l'Education nationale [17 décembre 1946] (p. 102); de la Commission du ravitaillement [17 décembre 1946] (p. 102), [18 janvier 1949] (p. 34). — Est élue : Secrétaire de la Commission du ravitaillement [*J. O.* du 20 décembre 1946] (p. 10784), Vice-Président de cette Commission [*J. O.* du 29 janvier 1948] (p. 965); [*J. O.* du 20 janvier 1949] (p. 783). — Est nommée membre : de la Commission de la défense nationale [26 janvier 1948] (p. 194); de la Commission des Affaires économiques [18 janvier 1949] (p. 34), [17 janvier 1950] (p. 299), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission du suffrage universel, du Règlement et des Pétitions [17 janvier 1950] (p. 299); [23 janvier 1951] (p. 348); de la Commission chargée d'enquêter sur les problèmes du vin [20 mai 1947] (p. 1678). — Est nommée juré à la Haute Cour de Justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944 modifiée par la loi du 27 décembre 1945), [26 janvier 1948] (p. 195), [4 mai 1948], (p. 2484), [1<sup>er</sup> juin 1948] (p. 3049), [30 novembre 1948] (p. 7302). *Session du 14 juin 1949* : [7 juin 1949] (p. 3172).

#### Dépôts :

Le 27 décembre 1946, une proposition de loi tendant à la création, par le département de la Seine, d'un cadre unique de professeurs spéciaux d'enseignement primaire, dans lequel seront intégrés les professeurs communaux en

exercice, et habilitant le département de la Seine à inscrire à son budget les dépenses du Service des Enseignements spéciaux ainsi créé, **n° 227**.

— Le 27 mars 1947, une proposition de loi tendant à modifier les dispositions prévues par la loi n° 46-1990 du 13 septembre 1946 instituant l'allocation temporaire aux vieux et relative à l'aide de l'Etat aux catégories sociales économiquement faibles, **n° 1104**. — Le 13 novembre 1947, une proposition de loi tendant à assimiler les professeurs d'enseignements spéciaux aux « membres de l'enseignement public » au sens de l'article 1384 du Code civil, **n° 2627**. — Le 24 février 1948, un avis au nom de la Commission du ravitaillement sur la proposition de résolution de M. Waldeck Rochet et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à abroger le décret n° 47-1498 du 11 août 1947 portant dérogation à titre exceptionnel et provisoire au décret du 15 avril 1912 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 1<sup>er</sup> août 1905 sur la répression des fraudes dans la vente des marchandises et des falsifications des denrées alimentaires et des produits agricoles, **n° 3540**. — Le 17 mars 1948, un rapport au nom de la Commission de la Défense nationale sur la proposition de résolution de M. le Général Joinville (Alfred Malleret) et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à prendre les mesures propres à assurer l'incorporation avec leur classe des jeunes gens omis de la classe 1948, **n° 3818**. — Le 7 juillet 1949, un rapport au nom de la Commission du ravitaillement sur le projet de loi relatif à la suppression du Haut-Commissariat au Ravitaillement, **n° 7785**. — Le 28 mars 1950, une proposition de résolution tendant à susciter une enquête sur les diverses tentatives faites pour intégrer les travailleurs à l'entreprise et sur les résultats obtenus, **n° 9649**. — Le 10 mai 1950, un rapport au nom de la Commission des affaires économiques sur le projet de loi relatif à la suppression des cartes de rationnement, **n° 9908**. — Le 9 mars 1951, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à éviter la crise qui menace les moyennes et petites entreprises du bâtiment, **n° 12443**. — Le 22 mai 1951, une proposition de loi ayant pour objet d'accorder à toute veuve un secours immédiat à la mort de son mari, de lui donner une formation professionnelle et de l'exempter de certains arriérés d'impôts, **n° 13337**.

**Interventions :**

Son rapport au nom du 7<sup>e</sup> bureau sur les élections : du département du Pas-de-Calais [21 janvier 1947] (p. 36); — du département du Puy-de-Dôme [11 mars 1947] (p. 814). — Pose à M. le Ministre de la Guerre une question relative à l'homologation de grade des F. F. I. [13 juin 1947] (p. 2107). — Est entendue au cours du débat sur : les interpellations concernant la politique économique et financière du Gouvernement [1<sup>er</sup> juillet 1947] (p. 2583, 2584); — le projet de loi tendant à la réalisation du plan de congélation de la viande; Art. 3 : *Son amendement tendant à imposer aux acheteurs l'obligation de réserver une part de leurs achats à la congélation* [8 juillet 1947] (p. 2829, 2830); *le retire* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement tendant à donner aux préfets des pouvoirs spéciaux pour dérouter le bétail* (p. 2830); *le retire* (ibid.); Art. 6 nouveau : *Amendement de M. Halbout tendant à modifier la formule d'engagements de livraison de viande pour les centres urbains* [25 juillet 1947] (p. 3526, 3527); — le projet de loi relatif à la clôture et à la liquidation du compte spécial « ravitaillement général de la nation en temps de guerre » : *Discussion générale* [17 août 1947] (p. 4012, 4013). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la composition et la politique générale du Gouvernement (*Grève des instituteurs*) [27 novembre 1947] (p. 5179, 5180); — du projet de loi portant aménagements fiscaux; Art. 4 bis : *Son amendement tendant à réduire le taux de l'impôt sur les bénéfices investis dans l'exploitation* [22 avril 1948] (p. 2178); — de la proposition de résolution de Mme Vermeersch relative à l'attribution de suppléments de pain aux familles nombreuses : *Ses explications de vote* [27 avril 1948] (p. 2314); — du projet de loi portant fixation du budget des dépenses militaires (Exercice 1948); Etat A : Chap. 1101 : *Services sociaux de l'air (Application de la Sécurité sociale)* [8 juillet 1948] (p. 4447, 4448); — du projet de loi portant prorogation du compte spécial du ravitaillement : en qualité de *Rapporteur pour avis* [18 juillet 1948] (p. 4792); — de la proposition de résolution invitant le Gouvernement à augmenter la ration de pain et à en améliorer la qualité : *Son amendement tendant à demander cette augmentation dans le plus bref délai* [30 juillet 1948] (p. 5117); — du projet de loi

portant aménagement du budget reconduit à l'exercice 1948; Etat A, RAVITAILLEMENT, Chap. 100 : *Son amendement tendant à rétablir les crédits demandés pour les agents temporaires de l'administration centrale* [2 août 1948] (p. 5214, 5215); Chap. 300 : *Amendement de Mlle Prévert tendant à rétablir les crédits prévus pour le matériel roulant* (p. 5216); EDUCATION NATIONALE, Chap. 330 : *Frais de déplacement (Enseignement du premier degré)* (p. 5306); — du projet de loi relatif à la répartition des matières premières et produits industriels, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [30 juillet 1949] (p. 5613); — d'une proposition de loi relative à la détention préventive des résistants, amendée par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer « ou avoir fait acte reconnu de résistance »* [30 juillet 1949] (p. 5632); — du projet de loi portant ouverture de crédits pour janvier 1950; Art. 24 : *Son amendement tendant à limiter à 200 le nombre des fonctionnaires du ravitaillement maintenus en fonction* [31 décembre 1949] (p. 7663). — Est élue *Secrétaire* de l'Assemblée Nationale [10 janvier 1950] (p. 194). — Prend part à la discussion : des conclusions d'un rapport sur la Commission d'enquête sur le vin (*Ses explications de vote sur la proposition de résolution présentée par la Commission d'enquête*) [29 mars 1950] (p. 2623, 2624); — d'une proposition de loi relative à la réduction des crédits de l'Education nationale; Article unique : *Pas de réduction de crédits en 1950* [15 juin 1950] (p. 4830); — d'une proposition de résolution relative au stockage des fromages de garde : *Son amendement tendant à ne pas cesser toutes importations de produits laitiers* [3 août 1950] (p. 6549); *le retire* (p. 6550); — du projet de loi relatif aux élections consulaires et portant suppression des Chambres consultatives des arts et manufactures, amendé par le Conseil de la République, en qualité de *Rapporteur suppléant* [4 août 1950] (p. 6756); — du projet de loi relatif au nantissement de l'outillage et du matériel d'équipement, amendé par le Conseil de la République; Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à fixer par décret les catégories d'outillage et de matériel régis par la loi* [5 janvier 1951] (p. 164). — Est élue *Secrétaire* de l'Assemblée Nationale [11 janvier 1951] (p. 326). — Prend part à la discussion du projet de loi relatif au développement des crédits de fonctionnement des ser-

vices civils en 1951; EDUCATION NATIONALE, Chap. 1360 : *Etudiants des lycées* [21 avril 1951] (p. 3706); Chap. 1410 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 francs les crédits pour les écoles primaires (Situation des directeurs des écoles normales primaires)* (p. 3730, 3731); AFFAIRES ÉCONOMIQUES, Chap. 1000 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits de ce chapitre (Service du ravitaillement)* [25 avril 1951] (p. 3960); Chap. 1090 : *Son amendement tendant à réduire de 1.000 fr. les crédits pour les contrôleurs de l'Etat (Réduction du corps des contrôleurs)* (p. 3964).

### DUPUY (M. Marc), Député de la Gironde.

Son élection est validée [29 novembre 1946] (p. 38). — Est nommé membre : de la Commission des finances [4 décembre 1946] (p. 51), [26 janvier 1948] (p. 194), [18 janvier 1949] (p. 34), [23 janvier 1951] (p. 347); de la Commission des territoires d'outre-mer [26 janvier 1948] (p. 195), [18 janvier 1949] (p. 34); de la Commission de la famille, de la population et de la santé publique [23 janvier 1951] (p. 347).

### Dépôts :

Le 7 mars 1947, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à retarder la date des élections à l'Assemblée de l'Union française jusqu'après la fixation par la loi du statut des Assemblées instituées par la Constitution dans les divers territoires et groupes de territoires d'outre-mer, n° 856. — Le 3 juin 1947, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances chargée d'examiner le projet de loi portant fixation des crédits applicables aux dépenses du budget ordinaire de l'exercice 1947 (dépenses civiles), Etat A, Santé publique, n° 1556. — Le 15 juillet 1947, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif à l'organisation et au fonctionnement de la lutte contre les maladies vénériennes, n° 2020. — Le 11 mars 1948, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet portant ouverture sur l'exercice 1948 d'un crédit affecté à la lutte contre le paludisme en Corse, n° 3750. — Le 29 avril 1948, un

extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population, n° 4046. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-47), n° 4046. — Le 29 avril 1948, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi et la lettre rectificative au projet de loi portant aménagement dans le cadre du budget général pour l'exercice 1948 des dotations de l'exercice 1947, reconduites à l'exercice 1948, au titre du budget ordinaire (services civils) et des budgets annexes (dépenses ordinaires), Santé publique et population (Rapport sur la lettre rectificative n° 48-54), n° 4046. — Le 18 février 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur le projet de loi portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Santé publique et de la Population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 6509. — Le 12 avril 1949, un rapport au nom de la Commission des finances sur l'avis donné par le Conseil de la République sur le projet de loi adopté par l'Assemblée Nationale portant répartition des abattements globaux opérés sur le budget de la Santé publique et de la population par la loi n° 48-1992 du 31 décembre 1948, n° 7045. — Le 20 juillet 1949, un avis au nom de la Commission des finances sur le projet de loi tendant à instituer un laboratoire national du Ministère de la Santé publique et de la Population et de l'Académie de médecine groupant en un laboratoire unique, le laboratoire de contrôle des médicaments antivénéériens et l'Institut supérieur de vaccine, n° 7935. — Le 22 novembre 1949, un extrait du rapport général au nom de la Commission des finances sur le projet de loi relatif au développement des crédits affectés aux dépenses de fonctionne-